

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

RENNES, 24 Mars 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SFPI

ZI de l'Aumallerie

35133 La Selle-En-Luitré

Références : UD35/2025-085
Code AIOT : 0005501549

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/10/2024 dans l'établissement SFPI implanté ZI de l'Aumallerie - 35133 La Selle-en-Luitré. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SFPI
- ZI de l'Aumallerie 35133 La Selle-en-Luitré
- Code AIOT : 0005501549
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

SFPI exploite des installations de traitements de surfaces et de peintures.

Thèmes de l'inspection :

- Suites de la précédente inspection
- Qualité des rejets aqueux, notamment sur le paramètre nitrates
- Surveillance des émissions de COV

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suites de la visite 2019 / Observation n°2019-01	Code de l'environnement du 24/12/1978, article R.181-46	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Suites de la visite 2019 / Observation n°2019-02	Arrêté Préfectoral du 29/01/2018, article 7.2	Demande d'action corrective	3 mois
3	Suites de la visite 2019 / Observation n°2019-03	Arrêté Préfectoral du 29/01/2018, article 9.1.1.4.1.2	Demande d'action corrective	3 mois
4	Suites de la visite 2019 / Observation n°2019-04	Arrêté Préfectoral du 29/01/2018, article 9.1.1.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Suites de la visite 2019 / Observation n°2019-05	Arrêté Préfectoral du 29/01/2018, article 4.3.9.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Suites de la visite 2019 / Observation n°2019-06	Arrêté Préfectoral du 29/01/2018, article 8.6.3	Demande d'action corrective	3 mois
7	Conformité des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 29/01/2018, article 8.3.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Emissions atmosphériques / COV à mention de dangers	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Mesures comparatives	Arrêté Préfectoral du 29/01/2018, article 10.1.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des enjeux principaux du site que sont la qualité des rejets aqueux et les émissions atmosphériques des lignes de peinture, il apparaît que l'exploitant doit mieux s'approprier ces sujets.

En ce qui concerne les rejets aqueux, l'exploitant doit, s'il souhaite voir évoluer la limite en concentrations en nitrates dans ses rejets d'eau, formuler une demande d'aménagement tenant notamment compte de la qualité dégradée du Couesnon, des exigences du SDAGE 2022-2027, de la qualité de l'eau potable utilisée dans ses installations et des capacités de traitement de ses installations. En l'état, la demande formulée par l'exploitant en 2020 n'est pas recevable du point de vue de l'Inspection.

En ce qui concerne les émissions atmosphériques et plus spécifiquement les émissions de COV, l'exploitant doit revoir son plan de gestion des solvants afin que celui-ci soit cohérent et pertinent. Il doit également s'assurer que les émissions de COV à mention de dangers respectent les limites imposées. Il est également nécessaire que l'exploitant définisse et mette en œuvre un plan d'actions visant au respect de l'émission annuelle cible.

Entre autres problématiques identifiées lors de la visite, l'exploitant doit s'assurer qu'il dispose bien des réserves en eau incendie nécessaire et il doit faire le nécessaire pour mettre en conformité ses installations électriques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites de la visite 2019 / Observation n°2019-01

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/12/1978, article R.181-46
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : <u>Observation n°2019-01 :</u> En application de l'article R.181-46 du Code de l'environnement, l'exploitant doit déposer une version révisée de son dossier de porter-à-connaissance déposé en février 2019 présentant l'installation de la nouvelle ligne verticale et indiquant la mise à l'arrêt de l'ancienne ligne verticale. Les installations concernées relevant du régime de l'autorisation, l'exploitant devra y adjoindre une demande d'examen au cas par cas en application de l'article R.122- 2 du Code de l'environnement. Enfin, cette version révisée du dossier devra prendre en compte l'arrêt de la première ligne verticale et dérouler la procédure prévue par les articles R.512-39-1 et suivants du Code de l'environnement dans le cas de la mise à l'arrêt d'une installation.
Constats : Le jour de la visite, l'inspecteur a constaté que l'ancienne ligne verticale avait été démontée et qu'aucune nouvelle installation n'avait été implantée à sa place. L'inspecteur a par ailleurs constaté que l'exploitant ne s'est pas positionné quant à l'éventuel classement de ses installations au titre de la rubrique 1978 créée en 2019.

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/12/1978, article R.181-46
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Au regard de son activité de peinture et en application de l'article L.513-1 du Code de l'environnement, il est nécessaire que l'exploitant se positionne sur l'éventuel classement de ses installations au titre de la rubrique 1978 (Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Suites de la visite 2019 / Observation n°2019-02

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2018, article 7.2
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions acoustiques
Prescription contrôlée : <u>Article 7.2 :</u> Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée. <u>Art. 10.2.6.1 :</u> Une mesure de la situation acoustique est effectuée dans un délai de six mois à compter de la date de signature du présent arrêté puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle est effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander. <u>Observation n°2019-02 :</u> L'exploitant doit veiller à respecter des limites des émissions sonores fixées par le chapitre 7.2 de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2018.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2018, article 7.2
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions acoustiques
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de surveillance des émissions acoustiques réalisée en juillet 2022. Le rapport met en évidence un fort dépassement de l'émergence, de nuit, au point ZER2 (9 dB(A) mesurés pour une limite fixée à 3 dB(A)) ainsi que des dépassements en limite de propriété au point L2 (57,5 dB(A) mesurés pour une limite à 55 dB(A)) et au point L5 (59,5 pour une limite fixée à 55).</p> <p>Pour le dépassement en ZER2, l'exploitant indique qu'elle pourrait être influencée par les émissions sonores d'une autre ICPE. Il indique également que les mesures avec le site à l'arrêt ont été effectuées un samedi soir (quand la majorité des activités de la zone sont à l'arrêt) alors que les mesures en période d'activité ont été réalisées le lundi soir et peuvent donc être impactées par les émissions sonores d'autres entreprises.</p> <p>Pour le dépassement au point L2, l'exploitant estime que les mesures peuvent être impactées par les émissions de l'entreprise de logistique voisine.</p> <p>L'organisme de contrôle précise dans son rapport qu'il n'était pas démontré que SFPI soit à l'origine des émissions sonores conduisant à mettre en évidence des dépassements des limites réglementaires. L'inspecteur estime cependant que SFPI y contribue et qu'à ce titre, il doit identifier les sources des émissions sonores et mettre en place un plan d'actions visant au retour à la conformité.</p> <p>Comme discuté pendant la visite, il appartient à l'exploitant de réaliser les mesures et d'apporter les éléments démontrant, le cas échéant, qu'il n'est pas à l'origine des dépassements.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Afin de respecter les dispositions de l'article 7.2 de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2018, l'exploitant doit identifier les sources des émissions sonores et définir un plan d'actions visant à revenir à la conformité, tant en zone à émergence réglementée n°2 qu'aux points L2 et L5 en limite de propriété. Comme discuté pendant la visite, il appartient à l'exploitant de réaliser les mesures et d'apporter les éléments démontrant, le cas échéant, qu'il n'est pas à l'origine des dépassements.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Suites de la visite 2019 / Observation n°2019-03

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2018, article 9.1.1.4.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions de COV / Schéma de maîtrise des émissions
<p>Prescription contrôlée : <u>Article 9.1.1.4.1.2 Activité de peinture - Schéma de maîtrise des émissions :</u> L'exploitant met en œuvre un schéma de maîtrise des émissions de COV (SME) sur ses installations de peinture. Pour les installations de peinture de pièces plastiques (lignes CERGY et GEINSA), l'émission annuelle cible est égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 0,75 kg de COV par kg d'extraits secs utilisé dans l'année en cours pour les installations de peinture. <p>Pour les autres installations de peinture, l'émission annuelle cible est égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 0,375 kg de COV par kg d'extraits secs utilisé dans l'année en cours pour les installations de peinture. <p>Dans les six mois qui suivent la date de signature du présent arrêté, l'exploitant communique au préfet par un courrier les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'année de référence si elle a été définie, • l'émission de référence si elle a été définie ou à défaut l'émission actuelle • l'émission cible • le pourcentage de réduction obtenu • le cas échéant, l'échéancier de mise en conformité de son installation. <p><u>Observation n°2019-03 :</u> L'exploitant doit revoir son schéma de maîtrise des émissions de COV afin de respecter les dispositions de l'article 9.1.1.4.1.2 de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2018.</p>
<p>Constats : L'exploitant a transmis les données de son schéma de maîtrise des émissions (SME) au titre de l'année 2022 dans un document établi en janvier 2024. Le jour de la visite, le document au titre de l'année 2023 n'était pas disponible. Dans le document, le bureau d'étude qui a accompagné l'exploitant dans l'établissement du SME propose plusieurs axes d'amélioration. L'exploitant ne s'est pas positionné sur ces axes d'amélioration ni sur un calendrier de retour à la conformité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Afin de respecter les dispositions de l'article 9.1.1.4.1.2 de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2018 qui fixent une émission annuelle cible pour les lignes de peinture et imposent que l'exploitant communique un échéancier visant au retour à la conformité, l'exploitant doit proposer un plan d'actions visant au retour à la conformité de ses émissions de COV.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Suites de la visite 2019 / Observation n°2019-04

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2018, article 9.1.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions de COV / Plan de gestion des solvants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 9.1.1.5 Plan de gestion des solvants :</u></p> <p>L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants (PGS), mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Le respect du ratio d'émissions cible est vérifié semestriellement au travers du plan de gestion des solvants.</p> <p>Le PGS peut être établi conformément au guide INERIS en vigueur à la date de réalisation ou de mise à jour du plan (22/02/2009 au jour de signature du présent arrêté).</p> <p>Les masses mises en œuvre dans le PGS sont exprimées en tonnes de solvants et non en équivalent carbone.</p> <p>Dans le cas où l'exploitant utilise plus d'une tonne de solvants par an, ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Dans le cas où l'exploitant utilise plus de 30 tonnes de solvants par an, l'exploitant transmet le plan de gestion des solvants annuellement, avant le 30 mars de l'année n+1 pour les émissions de l'année n, à l'inspection des installations classées et l'informe de ses actions visant à réduire sa consommation de solvants.</p> <p>Il dresse notamment un bilan :</p> <ul style="list-style-type: none">• des avancées technologiques relatives aux émissions de COV ;• du déploiement des solutions de réduction à la source à de nouvelles références de produits d'enduction ;• des perspectives d'évolution, sur le court et moyen terme, du ratio du flux total d'émissions de COV rapporté à la surface de pièces peintes ou traitées. <p><u>Observation n°2019-04 :</u></p> <p>L'exploitant doit transmettre le plan de gestion des solvants au titre de l'année 2018 comme le prescrit par l'article 9.1.1.5 de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2018. Il doit veiller à ce que le PGS établi au titre de l'année 2019 soit transmis avant le 30 mars 2020 comme le prescrit ce même article.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant a présenté le plan de gestion des solvants (PGS) daté du 31 janvier 2024 établi au titre de l'année 2022. L'exploitant n'avait pas établi de PGS au titre de l'année 2023. Après analyse par l'inspecteur, le PGS 2022 comporte des erreurs et des approximations :</p> <ul style="list-style-type: none">• les solvants de rinçage semblent avoir été pris en compte dans le PGS mais pas dans le SME ;• les valeurs limites d'émissions (VLE) retenues à la section 4 sont celles applicables aux installations de décapage thermique et aux installations de traitements de surfaces alors que le PGS s'intéresse aux installations de peinture. Les VLE applicables sont soit 100 mg/m³ si la consommation annuelle de solvants est inférieure à 15 tonnes soit 75 mg/m³ pour l'application et 50 mg/m³ pour le séchage si la consommation dépasse 15 tonnes par an. En outre l'exploitant compare des valeurs en COV totaux à des VLE en COV non méthaniques ;• à la section 4, l'exploitant fait une moyenne des concentrations en COV mesurées sur les quinze exutoires ce qui est dénué d'intérêt et compare cette moyenne des concentrations des installations de peinture à la VLE du décapage thermique ce qui est un non-sens ;• à la section 4, l'exploitant indique qu'un COV à mention de danger (l'acétate de 2-

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2018, article 9.1.1.5

Thème(s) : Risques chroniques, Emissions de COV / Plan de gestion des solvants

méthoxypropyle, mention de danger H360D) est présent dans certaines peintures qu'il emploie. L'exploitant argue que le flux de COV émis est inférieur à 10 g/h et que, de ce fait, aucune VLE n'est applicable aux COV à mention de dangers. Il argue pour cela du raisonnement suivant : en considérant la consommation annuelle de peinture et la quantité de COV à mention de dangers utilisée, pour que le flux de ces COV dépasse les 10 g/h et conduise à imposer des VLE, il faudrait que l'installation de peintures solvantées fonctionne moins de 100 h par an (l'exploitant divise la quantité théorique de COV à mention de dangers par le nombre total d'heures de fonctionnement de ses installations de peinture sans prendre en compte le nombre d'heures où les COV à mention de dangers sont réellement utilisés). Les installations fonctionnant 3 000 h par an, l'exploitant en conclut que le rejet est conforme. L'inspecteur considère que ce raisonnement est erroné et qu'en l'absence de mesures réalisées pendant l'utilisation de la peinture contenant le COV à mention de danger, il n'offre aucune garantie du respect de la VLE.

- à la section 8.2.1, la quantité d'émission diffuse générée lors des opérations de rinçage est estimée sans réel élément démonstratif ;
- à la section 8.2.4, l'exploitant indique que la durée de mesures étaient trop importantes pour estimer *"la part du produit utilisé mesuré en sortie canalisée"*. L'inspecteur comprend de la présentation des mesures qu'un même enregistrement a mesuré les émissions avec une peinture à base aqueuse puis avec une peinture solvantée. Deux mesures auraient dû être faites pour distinguer les deux types de peinture ou, a minima, l'exploitation des enregistrements auraient dû conduire l'exploitant et son organisme de contrôle à calculé des concentrations et des flux distincts. Les mesures présentées dans les sections 8.2.3 et 8.2.4 ne permettent de quantifier précisément les rejets canalisés, de faire la corrélation avec la quantité des différentes peintures utilisées et donc d'en déduire les émissions diffuses. Elles n'ont donc pas atteint l'objectif fixé.
- à la section 8.3, l'exploitant indique qu'il ne dispose pas de mesures des émissions de solvants lors des opérations de nettoyage et de rinçage. Dès lors, la masse de COV émise lors des opérations de rinçage proposée dans le premier tableau de la section 9 apparaît dénuée de fondement. L'inspecteur estime qu'il serait judicieux que l'exploitant procède à des mesures spécifiques de ces opérations.
- à la section 8.4.3, l'exploitant estime la masse de COV présents dans les filtres secs des cabines de peintures des deux lignes. L'affirmation que 26 % de la masse captée sont des COV n'est étayée. L'exploitant obtient la masse de COV collectée annuellement par les filtres des installations en multipliant la masse du mois d'octobre par douze. Ce raisonnement n'est pas pertinent et conduit à majorer la masse de COV collectée (et donc à minorer les émissions diffuses) compte tenu du fait que le site connaît des périodes d'arrêt d'activité notamment en été.
- à la section 9, l'exploitant estime que les émissions diffuses des lignes de peinture sont négligeables alors qu'il a été constaté lors de la visite du site que certaines ouvertures (une fenêtre en l'occurrence) étaient ouvertes sur la ligne Cergy.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

En application des dispositions de l'article 9.1.1.5 de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2018, l'exploitant transmettra les plans de gestion des solvants établis au titre des années 2023 et 2024. L'exploitant veillera à ce que les informations de ces PGS soient cohérentes et à ce que les erreurs identifiées dans le PGS 2022 soient corrigées.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2018, article 9.1.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions de COV / Plan de gestion des solvants
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Suites de la visite 2019 / Observation n°2019-05

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2018, article 4.3.9.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux / Respect des valeurs limites d'émissions
<p>Prescription contrôlée : <u>Observation n°2019-05 :</u> L'exploitant doit fournir une étude apportant les éléments démonstratifs permettant de statuer si ses activités sont à l'origine ou non d'une contribution en nitrates. Cette étude permettra de définir si la valeur limite de concentration en nitrates dans les eaux résiduaires peut être révisée. Le dossier est à établir avant le prochain contrôle (contrôle inopiné ds rejets d'eau, contrôle des suites de la dernière d'inspection ou prochaine visite d'inspection).</p>
<p>Constats : Sur la période allant de juin 2023 à septembre 2024, l'exploitant a déclaré, dans le cadre de son auto-surveillance, des concentrations en nitrates dans ses eaux résiduaires comprises entre 6,4 et 14,2 mg/L soit bien au-delà de la limite fixée à 1 mg/L par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2018. En 2020, l'exploitant a transmis une note à l'Inspection. Dans celle-ci l'exploitant demande de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Modifier la VLE sur le paramètre nitrates (fixée à 1 mg/L) en la calant sur la limite de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif à la rubrique 3260 (soit 50 mg/L). L'exposé du document ne répond pas à la méthodologie nationale permettant de s'assurer de la compatibilité du rejet avec le milieu (l'exploitant a effectué une analyse basée sur les concentrations alors que les guides méthodologiques imposent d'étudier les flux). La demande n'est donc pas recevable en l'état. • Diminuer la fréquence de contrôle sur un certain nombre de paramètres (contrôles moins fréquents) sans proposer de fréquences. La demande n'est donc pas recevable en l'état. <p>Au cours de la visite, l'exploitant a annoncé qu'il utilisait de l'eau issue du réseau d'eau potable dont la concentration en nitrates était supérieure à la valeur limite imposée par l'arrêté préfectoral. L'exploitant a proposé de réaliser une campagne de mesures en entrée de l'installation et en sortie de la station de traitement des eaux résiduaires. Il ressort de cette campagne menée entre le 24 octobre et le 18 décembre 2024 que la concentration en nitrates en entrée de site varie entre 17,2 et 24,1 mg/L quand la concentration en sortie de station varie entre 2,6 et 13,3 mg/L. Au regard de ces résultats, il apparaît que la limite de 1 mg/L en nitrates en sortie des installations ne peut pas être respectée. Il apparaît également que retenir la valeur limite de 50 mg/L fixée par l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 n'est pas pertinente, compte tenu de la dégradation de la qualité du Couesnon et du fait que l'exploitant a démontré qu'il était en capacité de rejeter une eau avec une concentration en nitrates très inférieure à cette limite. L'exploitant a également procédé à des mesures dans le ruisseau où se rejettent ses effluents, en amont et en aval de son point de rejet. Il convient par ailleurs de noter que le SDAGE 2022-2027 fixe une valeur guide en nitrates de 18 mg/L.</p>

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2018, article 4.3.9.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux / Respect des valeurs limites d'émissions
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Au regard des non-conformités persistantes sur le paramètre nitrates dans les eaux rejetées par les installations de SFPI, de la concentration en nitrates dans l'eau potable alimentant le site, de la campagne de mesures sur le paramètre nitrates, de la qualité dégradée du Couesnon, il apparaît que l'exploitant, s'il souhaite revoir la valeur limite applicable, doit procéder à une demande d'aménagement. Cette demande devra tenir compte des objectifs fixés par le SDAGE 2022-2027. Il est également nécessaire, qu'en période d'étiage, l'exploitant évalue l'impact de son rejet sur le ruisseau où il se déverse (flux apporté, part de son rejet dans la quantité de nitrates présente en aval du point de rejet).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Suites de la visite 2019 / Observation n°2019-06

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2018, article 8.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité incendie / Débit des poteaux incendie
Prescription contrôlée : <u>Article 8.6.3 :</u> L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après permettant d'assurer la disponibilité d'au moins 11 320 m ³ pendant 2 heures (soit 660 m ³ /h) : <ul style="list-style-type: none">• deux réserves d'eau interne constituées au minimum de 120 m³ chacune (soit une capacité interne de 240 m³) pourvues d'une aire d'aspiration de deux places conforme à la DECI et adaptée aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement des points d'aspiration est contrôlée au moins 1 fois par an. ;• une réserve incendie privée n°0030 de 360 m³ implantée sur le site du groupe ROYER. Une convention est établie entre la Société Fougèraise de Peinture Industrielle (SFPI) et le groupe ROYER afin de garantir l'accès à cette réserve ;• une réserve incendie privée n°0007 de 700 m³ implantée sur le site des établissements OTIMA. Une convention est établie entre la Société Fougèraise de Peinture Industrielle (SFPI) et des établissements OTIMA afin de garantir l'accès à cette réserve ;• deux poteaux incendie n°0003 (rue Louis Lumière) et n°0018 (rue Henri Becquerel) assurant chacun, en simultané, un débit de 60 m³/h sous 1 bar de pression ;• des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;• des robinets d'incendie armés ;• des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles. <p>L'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle des ressources en eau incendie. Il effectue une vérification périodique (a minima annuelle) de la disponibilité des débits.</p> <p>[...]</p> <p><u>Observation n°2019-06 :</u></p> <p>Afin d'attester que les moyens d'extinction incendie valorisés dans le dossier de demande d'autorisation sont en mesure de fournir simultanément un débit de 60 m³/h, l'exploitant doit faire réaliser des mesures de débit ou se faire communiquer les documents en attestant.</p>
Constats : Le jour de la visite, l'inspecteur a constaté qu'un véhicule était stationné devant les cannes d'aspiration de la réserve incendie implantée en partie basse du site. L'exploitant a présenté à l'inspecteur un document de la collectivité attestant que chacun des poteaux incendie implanté sur le domaine public a un débit de 60 m ³ /h. Ce document n'est pas daté. Par ailleurs, la collectivité a précisé à l'exploitant qu'elle ne réalise pas de test de débit des poteaux en simultané. L'exploitant ne peut pas assurer qu'il dispose d'un débit de 120 m ³ /h fourni par les deux poteaux incendie identifiés dans l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2018.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2018, article 8.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité incendie / Débit des poteaux incendie
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Afin de respecter les dispositions de l'article 8.6.3 de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2018, l'exploitant doit s'assurer qu'aucun véhicule ne stationne devant les cannes de la réserve incendie implantée en partie basse du site. De plus, si l'exploitant n'a pas la garantie que les deux poteaux implantés sur le domaine public sont en capacité de fournir simultanément 60 m ³ /h, il doit compléter son dispositif par une réserve incendie d'une capacité équivalente soit au-moins 120 m ³ .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Conformité des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2018, article 8.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité des installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite et datée des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : Suite aux contrôles des installations électriques réalisées en septembre 2024, l'exploitant a fait établir trois rapports Q18. Ceux-ci mettaient en évidence deux anomalies dont une récurrente sur la ligne Cergy et huit anomalies sur le bâtiment principal dont deux récurrentes. Le jour de la visite, l'exploitant prévoyait de traiter les anomalies du bâtiment principal dans le cadre d'une coupure générale prévue fin 2024. Le rapport Q19 établi suite au contrôle de novembre 2024 mettaient en évidence neuf anomalies de priorité 2. L'exploitant a indiqué que celles-ci pouvaient être traitées en interne. Elles ont donné lieu à des ordres de traitement dans la GMAO. Le nouvel examen par thermographie prévu en novembre 2024 devait permettre à l'exploitant de confirmer le traitement des anomalies. L'inspecteur a constaté lors de la visite du site la présence d'une installation photovoltaïque sur le toit du bâtiment principal. L'exploitant a indiqué qu'elle n'était plus en fonctionnement et qu'elle n'était pas intégrée au contrôle des installations électriques ce qui n'est pas satisfaisant. L'exploitant doit soit la démonter soit la faire contrôler.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2018, article 8.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité des installations électriques
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra les documents attestant du traitement des anomalies identifiées dans le cadre des contrôles des installations électriques et du retour à la conformité.</p> <p>Concernant l'installation photovoltaïque implantée sur le bâtiment principal, l'exploitant doit soit la démonter soit, en application de l'article 16 de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2013, l'intégrer aux installations électriques à contrôler.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Mesures comparatives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2018, article 10.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures comparatives
<p>Prescription contrôlée : Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.</p>
<p>Constats : L'exploitant a fait procéder à des mesures comparatives en septembre 2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Emissions atmosphériques / COV à mention de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions atmosphériques / COV à mention de dangers
Prescription contrôlée : Sous réserve des dispositions particulières à certaines activités prévues par l'article 30 ci-après, les effluents gazeux respectent les valeurs limites suivantes selon le flux horaire maximal autorisé : [...] 7° Composés organiques volatils : [...] c) Substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risques R45, R46, R49, R60 ou R61 et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetées R40 ou R68, telles que définies dans l'arrêté du 20 avril 1994 modifié : Les substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou les phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 en raison de leur teneur en COV, classés cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, sont remplacés, autant que possible, par des substances ou des mélanges moins nocifs, et ce dans les meilleurs délais possibles. Si ce remplacement n'est pas techniquement et économiquement possible, la valeur limite d'émission de 2 mg/m ³ en COV est imposée, si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 10 g/h. La valeur limite d'émission ci-dessus se rapporte à la somme massique des différents composés. [...]
Constats : Dans le plan de gestion des solvants établi au titre de l'année 2022, l'exploitant identifie dans des produits utilisés dans ses installations la présence d'acétate de 2-méthoxypropyle, dont la mention de danger est H360D. Il indique que le flux de 10 g/h n'est pas atteint du fait d'un trop grand nombre d'heure de fonctionnement de l'installation. De ce fait la concentration de ce COV est conforme puisqu'aucune valeur limite d'émission (VLE) ne s'applique. L'inspecteur estime que ce raisonnement n'offre aucune garantie du respect des VLE et qu'il est nécessaire que l'exploitant procède à la mesure de la concentration et du flux de ce COV dans les émissions atmosphériques de ses installations.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Afin de s'assurer du respect des valeurs limites d'émission fixées par l'alinéa c du 7° de l'article 27 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, l'exploitant doit faire procéder à la mesure des émissions des COV à mention de dangers présent dans les produits utilisés dans les installations. L'exploitant doit veiller à ce que le contrôle de ces émissions aient lieu lorsque les produits contenant ces COV sont utilisés dans les installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois